

La coopération multilatérale avec les organisations des Nations Unies.

Les Nations Unies répondent à un besoin universel de paix, de stabilité et de progrès dans le monde. La solidarité internationale doit être mise au dessus des intérêts géopolitiques particuliers.

Dans tous les secteurs : économique, social, politique, juridique et culturel.

Les Organisations internationales jouent un rôle normatif ainsi qu' un rôle d'appui au développement dans ces secteurs

L' AG des NU a , dans sa déclaration du Millénaire, défini les « Millenium Developpement Goals » et les cibles qui y sont associées.

La lutte contre la pauvreté, la faim, les maladies et l' ignorance dans le monde sont ses objectifs prioritaires.

Une stratégie globale de réduction de la pauvreté par une répartition plus équitable des produits du développement et de développement humain durable est en train de se concrétiser dans tous les pays en développement, connue sous le nom de PRSP (Poverty Reduction Strategy Papers), particulièrement dans les pays les plus pauvres lourdement endettés (initiative HIPC/PPTE).

Le respect des droits de l' homme conditionne son action.

La coopération belge a défini, elle aussi, ses priorités d' action et a pour souci de faire coïncider son partenariat avec les NU avec ces dernières : santé de base, éducation et formation de base (capacity building), lutte contre la pauvreté par l' économie sociale en faveur des plus pauvres, agriculture et sécurité alimentaire, infrastructures de base, démocratie, bonne gouvernance, égalité entre hommes et femmes, culture, environnement.

Il faut veiller à assurer la cohérence et la pertinence de nos interventions dans le cadre de notre politique globale de coopération au développement.

Elle s' adresse donc à des agences spécialisées dans ces domaines, en veillant au respect des principes de pertinence, d' efficience et d' efficacité de ces actions, mesurées à l' aune des résultats obtenus sur le terrain, à l' aide d' indicateurs pertinents.

22 partenaires ont été sélectionnés sur base de critères pertinents ; la coordination générale est cependant du ressort du PNUD, bien que certaines agences ont une grande autonomie d' action (FAO, p.ex.). D 43 gère le partenariat avec ces institutions.

La DGCD contribue à définir l' agenda de l' aide internationale, en participant aux conseils d' administration annuels de ces organisations, à des commissions mixtes et des consultations annuelles avec chaque organisation partenaire (22, liste révisable).

L' analyse des documents relatifs à ces réunions ainsi que la participation des autres donateurs permettent à la DGCD d' apprécier les performances des organisations.

En outre, lors des réunions de consultation annuelles, les résultats obtenus dans les projets ou programmes financés par des contributions volontaires affectées sont passés en revue et évalués à ces occasions. La Belgique participe ainsi à l' orientation et au bon déroulement de la coopération internationale au sein des NU.

Des visites de terrain viennent compléter le tableau, bien que trop peu fréquentes.

Elle soutient aussi le fonctionnement général de ces organisations par des contributions core (frais généraux).

La Belgique verse aussi par ailleurs des contributions obligatoires à plusieurs organisations (OMS, FAO, etc..)

La collaboration de l' ensemble de l' univers académique belge est très souvent associée à ces activités et la recherche belge dans plusieurs domaines reste ainsi bien

présente dans le monde (SIDA, malaria, tuberculose, onchocercose, médicaments génériques, développement rural, intensification des productions agricoles, génie génétique, droits de l'homme, sociologie des pays en développement, environnement, hydrologie, etc..).

Pour préparer ses interventions de façon efficace, la DGCI a besoin de l'avis sur le fonctionnement des organisations NU des attachés de coopération auprès des sièges de New York, Genève, Rome, Paris et Vienne et des attachés dans les pays d'affectation (plus particulièrement sur les projets auxquels nous contribuons : participation active et régulière aux Comités de pilotage).

Cette supervision des attachés est nécessaire à tous les stades des programmes : notes stratégiques, notes pays, identification, formulation, suivi (comités de pilotage) et évaluation des programmes et projets.

Cela se fait en étroite collaboration avec l'administration (D40).

Le budget annuel de la coopération multi représente environ 30 % du budget total de la DGCI, soit environ 8 milliards de BEF (200 millions d'EUR), réparti à peu-près également entre NU, Banques internationales de développement et UE.

En 2003, un budget global de 2,8 milliards de BEF (71,3 millions d'EUR) est prévu pour l'ensemble de notre contribution volontaire aux organisations des Nations Unies (core, affecté et personnel).

La gestion de ces interventions est consignée dans des tableaux de bord et des fiches synthétiques par organisation et par pays, qui sont communiqués régulièrement par courrier électronique aux ambassades concernées, à l'attention des attachés de coopération, ainsi qu'une publication bisannuelle de la Direction D 40 (Coopération multilatérale) sur nos contributions aux organisations internationales.

La coopération multilatérale gère également un ensemble de personnel de coopération affecté auprès de ces diverses organisations : les VNU, les JPO et les ATM, représentant environ 130 experts en permanence sur le terrain pour des durées de 2 à 4 ans, selon le cas. Un renouvellement de l'expertise belge en matière de développement peut ainsi s'effectuer au contact d'organismes d'envergure qui constituent bien souvent des références en la matière (FAO, OMS, ONUSIDA, UNICEF, FENU, FNUAP, HCR, BIT, IOM, CNUCED, etc....).

A l'avenir, cette coopération est appelée à augmenter puisque l'objectif est d'atteindre une contribution globale au développement de 0,7 % du PNB, alors qu'elle n'avoisine actuellement que 0,3 %.

La Belgique continuera ainsi à jouer un rôle important, souvent au delà de ses petits moyens, dans l'avènement futur d'un développement durable et équitable, source de paix et de stabilité dans le monde.

Le 03/01/03.

Deschuytener Guy
Chef du service de coopération avec les Nations Unies
(DGCI- D 43)